

L'École sacrifiée sur l'autel de l'austérité.

La cure d'austérité prévue par M.Barnier est en réalité plus sévère que celle claironnée depuis plusieurs jours et annonce des jours noirs pour une majorité de la population (notamment les plus précaires), les Services publics et l'École.

M.Barnier nous ressort les traditionnelles et brutales recettes libérales déjà largement utilisées sous Sarkozy: coups de serpe dans les budgets des Services publics, suppression de postes... Comme si personne n'avait tiré les enseignements de l'épisode Covid où ces Services publics ont montré leur importance tout autant que leur fragilité, résultat de cette politique libérale. Comme si, face à une telle situation économique, ressortir inlassablement ces orientations budgétaires étaient une solution alors qu'elles en sont la cause... Agir ainsi et limiter les rentrées fiscales (suppression ISF, exonération cotisations patronales...), c'est clairement assumer une politique qui favorise les plus riches et organise la casse du modèle social français.

Alors que N.Belloubet promettait un budget sanctuarisé, ces 4000 suppressions de postes (principalement dans le premier degré) sonnent comme un véritable mépris à l'égard de l'Éducation nationale qui fait face à tant de maux. Agir de la sorte, c'est refuser de regarder la situation catastrophique dans laquelle est plongée l'École. C'est refuser d'écouter le bilan alarmant porté par la totalité des organisations syndicales sur les conditions de rentrée devant les député·es, les manques de personnels dans les salles de classe et les services... C'est méprisant à l'égard de ces mêmes personnels qui affrontent déjà des conditions de travail désastreuses, subissent un décrochage salarial historique et une perte de sens de leur métier. Sans augmentation de salaires, ce budget confirme que l'amélioration de l'attractivité du métier n'est qu'un slogan.

C'est également méprisant vis-à-vis des élèves et des familles qui sont confronté·es au quotidien au manque de personnels et aux heures de cours perdues. Et que dire de l'annonce de la création de 2000 postes d'AESH alors que le ministère sait très bien que c'est en dessous des besoins et qu'il ne trouvera pas ces volontaires pour faire un métier aussi difficile et aussi mal payé !

La CGT Éduc'action dénonce ces orientations politiques et budgétaires, à l'opposé de ce qui est absolument nécessaire aujourd'hui : investir pour l'Éducation, créer des postes pour réduire les effectifs par classe (et profiter ainsi de la baisse démographique) et faciliter le travail dans les services, augmenter les salaires et relancer l'attractivité des métiers... À nous, collectivement, de nous opposer à cette casse programmée des Services publics et de maintenir la pression pour gagner sur nos revendications.

Montreuil, le 11 octobre 2024